Base 100 : Le Général Élisée Jean Dao en visite d'autorité à l'État-Major de l'Armée de l'Air

MALI
1998
L'information est l'oxygène des temps modernes MARDI 18 Août 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Procès Ras Bath–Rokia Doumbia : Dix ans de réclusion, une décision déjà sous le feu des critiques



Réconciliation nationale : Ty Chérie appelle Assimi Goïta à la grâce, au retour des exilés et au dialogue



Mali : Le CICR facilite l'évacuation médicale de six blessés de Kidal vers Gao

Sommaire







UNE /

Procès Ras Bath–Rokia Doumbia : Dix ans de réclusion, une décision déjà sous le feu des critiques — P 04

BRÈVES /

Gendarmerie nationale : 20 femmes officiers renforcent leurs capacités en leadership — P 12

Guinée : Acquitté dans le procès du 28-Septembre, Bienvenu Lamah nommé à un haut poste de la Gendarmerie — P 12

Sénégal : Polémique autour de la « caisse noire » de 1,77 milliard de FCFA attribuée à Ousmane Sonko — P 13

Base 100 : Le Général Élisée Jean Dao en visite d'autorité à l'État-Major de l'Armée de l'Air — P 14

ACTUALITÉ /

Mali : Le CICR facilite l'évacuation médicale de six blessés de Kidal vers Gao — P 17

Ségou : La CANAM et l'INPS renforcent leur collaboration au bénéfice des assurés — P 19

POLITIQUE /

Réconciliation nationale : Ty Chérie appelle Assimi Goïta à la grâce, au retour des exilés et au dialogue — P 21

Semaine nationale de la Jeunesse : Les jeunes au cœur de la construction de la paix au Mali — P 23

CULTURE & SOCIETÉ /

Mopti : Une quinzaine de femmes périssent dans le naufrage d'une pirogue — P 26

INTERNATIONAL /

Sénégal : Diomaye, Sonko, Amadou Ba... la bataille politique de 2029 se prépare-t-elle déjà ? — P 28

Algérie : Un réseau présumé de blanchiment démantelé, 14 suspects arrêtés à Oran — P 29

SPORT /

FEMAFOOT : Après 100 jours, Baba Cissé veut restaurer la confiance et assainir la gestion — P 31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

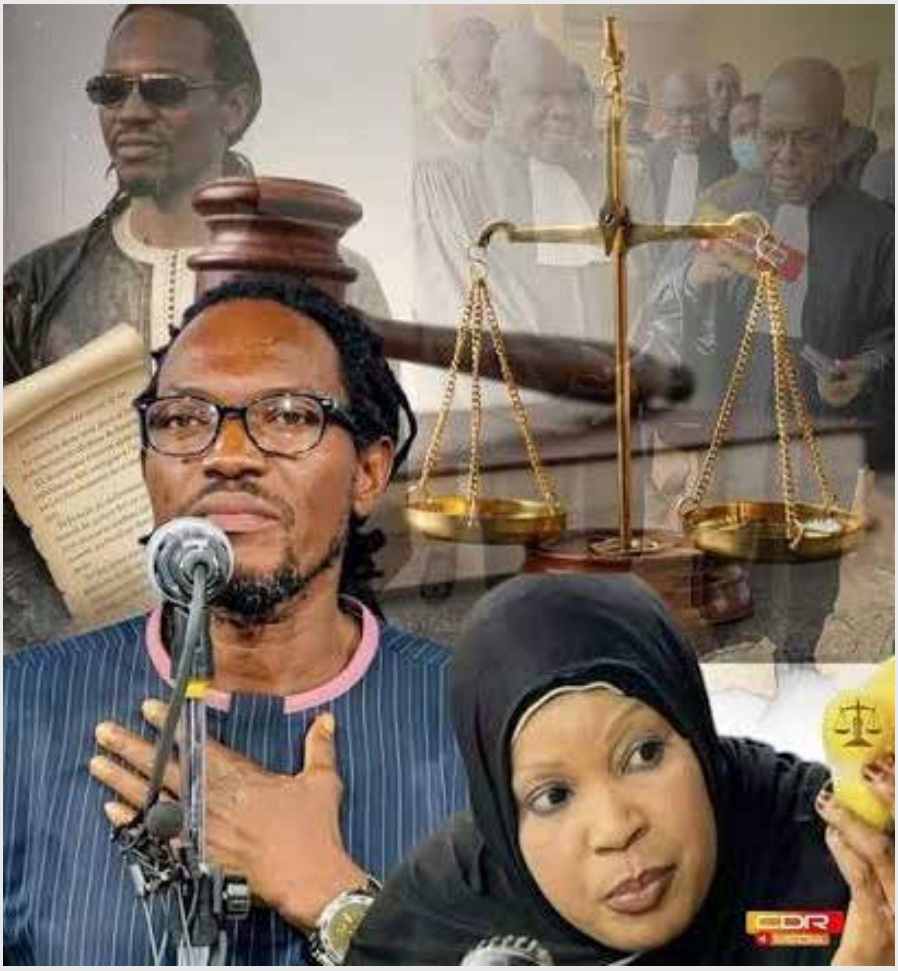
À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Procès Ras Bath–Rokia Doumbia : Dix ans de réclusion, une décision déjà sous le feu des critiques



Comme Malikilé l'avait annoncé, le verdict attendu ce lundi 17 août constituait la troisième et sans doute la plus importante décision judiciaire de cette séquence de procès très suivis. La Chambre criminelle de la Cour d'appel de Bamako a condamné Mohamed Youssouf Bathily, dit Ras Bath, et Rokia Doumbia, alias « Rose Poivron » ou « Rose la Vie Chère », à dix ans de réclusion criminelle chacun, dont trois ans avec sursis. À peine prononcée, cette décision suscite déjà une pluie de critiques et relance le débat sur la liberté d'expression, la qualification des infractions et l'indépendance de la justice.

Après des audiences particulièrement tendues, la justice a donc tranché. Poursuivis pour « association de malfaiteurs et atteinte au crédit de l'État pris dans ses institutions et ses gouvernants par le biais des TIC », Ras Bath et Rokia Doumbia ont été reconnus coupables et condamnés à la même peine : dix ans de réclusion criminelle, dont trois avec sursis.

Le verdict intervient plus de trois ans après leur arrestation, le 13 mars 2023, suivie de leur placement sous mandat de dépôt. Durant le procès, les deux accusés ont constamment rejeté les charges retenues contre eux.

Malikilé avait attiré l'attention de ses lecteurs sur cette succession de rendez-vous judiciaires et annoncé que cette décision serait la troisième, mais surtout la plus importante, compte tenu de la personnalité des accusés, de leur longue détention et de la dimension politique et sociale prise par l'affaire.

Le 11 août, le ministère public, représenté par les magistrats Karaba Michel Diassana et Kokè Coulibaly, avait requis dix ans de prison ferme et 240 000 FCFA d'amende contre Ras Bath. Pour Rokia Doumbia, le parquet avait demandé dix ans, dont cinq avec sursis, ainsi qu'une amende de 240 000 FCFA.

Selon l'accusation, les interventions publiques des prévenus, notamment sur les réseaux sociaux, étaient de nature à jeter le discrédit sur les institutions et leurs dirigeants. Le Contentieux de l'État, conduit par Alioune Issa Maïga, avait de son côté réclamé un franc





symbolique en réparation du préjudice allégué.

Les avocats de la défense, notamment Me Mohamed Ali Bathily, Me Ladji Traoré et Me Diawoye Traoré, avaient demandé la relaxe. Ils ont contesté l'existence même d'une « entente criminelle » entre les deux accusés et estimé qu'aucun projet commun, acte préparatoire ou élément suffisamment probant ne permettait, selon eux, de caractériser une association de malfaiteurs.

Les débats avaient d'ailleurs été particulièrement houleux autour des preuves audiovisuelles. La défense avait dénoncé les conditions d'obtention et de production de certains enregistrements. Une nouvelle vidéo présentée par le parquet avait provoqué de vives contestations avant que la Chambre ne décide finalement de l'écarter des débats.

À peine le verdict connu, les critiques se multiplient. La lourdeur de la peine, la qualification d'« association de malfaiteurs » appliquée à des prises de parole publiques et les controverses ayant entouré les éléments de preuve nourrissent les interrogations. Pour les détracteurs de la décision, l'affaire dépasse désormais le sort personnel de Ras Bath et Rokia Doumbia et pose la question des limites entre répression pénale et liberté d'expression.

Avec trois années assorties du sursis, la condamnation correspond à sept années fermes, sous réserve des règles applicables à l'imputation de la détention déjà effectuée.

Le feuilleton judiciaire n'est cependant pas nécessairement terminé. Les condamnés disposent de la possibilité de se pourvoir en cassation devant la Cour suprême. Une nouvelle bataille judiciaire pourrait donc s'ouvrir autour d'un verdict qui, loin d'apaiser les controverses, risque d'alimenter durablement le débat sur la justice, les libertés publiques et l'État de droit au Mali.

Moctar Sow

- Malick Konate

Les vrais putschistes sont protégés, les pauvres citoyens soupçonnés sont condamnés à des peines de 10 ans. Le monde à l'envers... le temps éclaircira tout cela.

#Bèki_Takè

- State House of The Gambia

President Barrow Arrives in Lebriville For Gabon's Independence Celebration

H.E President Brice Clotaire Oligui Nguema welcomed H.E. President Adama Barrow at the Leon Mba International Airport with a Guard of Honour as he arrived as Special Guest at the 66th Independence Anniversary celebration of the Republic of Gabon.

Accompanied by the First Lady, Fatoumatta Bah-Barrow, Gambians in Gabon gathered in their numbers to welcome President Adama Barrow on Sunday afternoon at the Leon Mba Airport.

President Barrow is among several Heads of State and Government who are attending the celebrations, which started with the inauguration of "Hotel Des Affaires Estrangers Mason Jean Ping."

Later in the evening, President Oligui Nguema and spouse, H.E Madam Zita Nyangui Oligui Nguema, hosted a State Banquet in honour of the Heads of State and Government and invited guests.

The celebration will continue today with a parade at Place de l'independence.

Le président Barrow arrive à Libreville pour la célébration de l'indépendance du Gabon

Le président Brice Clotaire Oligui Nguema a accueilli H.E. le président Adama Barrow à l'aéroport international de Leon Mba, avec une garde d'honneur, lorsqu'il est arrivé en tant que invité spécial lors de la célébration de l'anniversaire de l'indépendance de la République du Gabon.

Accompagné de la Première Dame, Fatoumatta Bah-Barrow, les Gabonais se sont rassemblés en masse pour accueillir le président Adama Barrow dimanche après-midi à l'aéroport de Leon Mba.

Le président Barrow est parmi plusieurs chefs d'État et gouvernements qui assistent à la célébration, qui a commencé par l'inauguration de «Hotel Des Affaires Estrangers Mason Jean Ping».

Plus tard, le président Oligui Nguema et son épouse, H.E. Madame Zita Nyangui Oligui Nguema, ont organisé un banquet d'État en l'honneur des chefs d'État et des gouvernements et ont invité des invités.

La célébration se poursuivra aujourd'hui avec une parade à Place de l'Indépendance.



- Dr Madou DIALLO

Plaisir d'avoir reçu en audience S.E.Mme Mirjam TJASSING, Ambassadeur, Représentante permanente adjointe des Pays-Bas auprès de l'Union africaine (UA), de l'IGAD et de la CEA, à Addis-Abeba, Éthiopie.



- Femmes et Développement

Renforcer les partenariats pour mieux servir les communautés

Koro | Du 10 au 11 août 2026

Dans le cadre du renforcement de la collaboration et de la coordination des interventions, l'équipe terrain de l'ONG Femmes et Développement (FEDE) – Koro a effectué une série de visites de courtoisie auprès des autorités, services techniques et partenaires présents dans la zone.

Ces rencontres ont notamment concerné le Sous-préfet, le Médecin-Chef du District, la Police, la Justice, le @SLPFEF, ainsi que les organisations partenaires ACEF, UNHCR, the UN Refugee Agency et Acted .

Ces échanges ont permis de présenter les interventions de FEDE, de recueillir les orientations des différents acteurs et de renforcer les synergies et mécanismes de collaboration pour une réponse mieux coordonnée aux besoins des communautés.

La mise en commun des expertises et des efforts constitue un levier essentiel pour améliorer la qualité des interventions et renforcer la protection et le bien-être des populations vulnérables.

FEDE remercie chaleureusement les autorités, les services techniques et les partenaires pour leur accueil, leur disponibilité et leur engagement à ses côtés.

Ensemble, pour une réponse coordonnée, inclusive et au service des communautés.

Retour en images sur ces rencontres de collaboration à Koro.



- Gouvernorat de la Région de Kayes

#Monsieur le gouverneur de la région de Kayes, le Général de Brigade Moussa SOUMARÉ, vient d'accueillir à l'aéroport Dag-Dag de Kayes Monsieur Redouwane Ag Mohamed Ali, Ministre-Commissaire à la Sécurité Alimentaire.



- Matar CISSE

L'actuel président du Sénégal n'était pas, à l'origine, un candidat construit par lui-même.

Il n'avait ni implantation territoriale personnelle, ni parcours idéologique affirmé, ni ambition présidentielle affichée avant 2024.

Les électeurs de mars 2024 n'ont pas voté pour un programme individuel de Bassirou Diomaye Faye - il n'en avait pas construit — mais pour un projet collectif porté par le Pastef et incarné par Sonko.

Dr Mamadou Cissé



- Mali Actu

Cybercrimin@lité : le directeur de publication du journal «Le #Témoin», Abdramane Keïta, jugé ce lundi à Bamako !

Placé en détention provisoire le 9 juin 2026 pour des chefs d'inculpation liés à la diffusion d'allégations mensongères en ligne et à des agissements jugés contraires à l'unité nationale, le journaliste Abdramane Keïta comparaît ce lundi 17 août 2026 devant la juridiction spécialisée dans la répression de la cybercriminalité. Cette audience très attendue mobilise l'ensemble de la profession journalistique au Mali, les yeux étant rivés sur ce procès qui interroge les limites de la liberté d'expression à l'ère numérique.



- Lanceur D'alerte

L'INTERVIEW DU BÊTISÉ : QUAND ON CONFOND UN DÉCRET AVEC DES FONDS POLITIQUES !

Ousmane SONKO brandit un décret de 2004 signé par Abdoulaye Wade sur la relance économique de la Casamance. Mais le décret n° 2004-822 du 1er juillet 2004 crée l'ANRAC, l'Agence nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance. Ce n'est pas, en soi, un décret qui attribue des « fonds politiques » aux anciens Premiers ministres.

Alors, pourquoi vouloir faire passer ce décret pour une preuve que les anciens PM disposaient de fonds politiques ? Pour justifier sa propre part du gâteau servi par Diomaye ? C'est précisément là

que les Sénégalais demandent des explications.

La vraie question est simple : où et comment ses 1 milliards 770 millions ont été financé ?À quoi a-t-il servi ? Et pourquoi demander ensuite une rallonge ?

Quant au patrimoine, là aussi, les Sénégalais ont besoin de clarté : quels biens sont réellement déclarés, quels revenus ont été perçus et quels documents peuvent le confirmer ?

Après son passage à la Primature, le bilan doit être regardé en face : gestion, dépenses, résultats et responsabilités.

On peut faire du lavage politique avec des discours, mais pas avec les documents. SONKO, les Sénégalais demandent des faits !



- Soya Diagne

À la base les fonds logés à la Primature étaient destinés pour la paix en Casamance...

Le Pm limogé nous déclare qu'il a utilisé 940,560 millions pour acheter des voitures, le pays était au 4éme sous-sol, il nous demandait de serrer la ceinture, il refusait de payer les bourses des étudiants de 40 milles francs... mais il pouvait se permettre le luxe d'acheter des voitures

Il nous dit aussi que sur les fonds logés à la Primature intitulés Programme de gestion de la paix en Casamance il a dépensé « 87 millions pour la couverture budgétaire du marché relatif à l'évaluation et à l'audit technique et financier du programme décennal de gestion des inondations »... (sic) audit déjà réalisé par le régime sortant, j'espère ne pas retrouver ces dépenses dans le budget du Ministère de l'assainissement... et maintenant qu'en est-il des résultats de ces audits ?

Il nous dit également avoir dépensé 100 millions pour les activités du comité de commémoration du massacre de Thiaroye et 300 millions pour les travaux de remises en normes du building administratif... Vous allez demander au Sénégalais si on peut dépenser 10 millions pour une cérémonie Thiaroye 44 ils allaient vous dire de remettre l'argent à la commune ou d'augmenter les salaires de ceux qui s'occupent d'entretenir le site. 300 millions yi mome Bamba Ndiaye va nous donner sa version parceque vous avez toujours soutenu qu'il y'avait de surfacturation et de malversations.

Une question me vient à l'esprit en écrivant ce post Onkos koulla santonne dépenses yi yeupp? je comprends maintenant pourquoi le Dage limogé lui aussi est devenu tres bavard

J'espère qu'il va pas tomber sous le coup de détournement d'objectif parceque les justificatifs n'ont absolument rien avoir avec l'objectif de ces fonds. Pendant que la Casamance et les Casamançais tirent le Diable par la queue Monsieur est dans les dépenses de prestiges et festivités sur l'argent qui devait les apporter la paix aucun franc dépensé pour le plan Diomaye-Casa bref c'est votre problème

Pendant que tous les Sénégalais avaient développés leurs instincts de survie eux ils vivaient leurs

belles vies de rêve.



- Abd-international Diarra

Reconnaissance du Mérite

Dr Alou Barry honoré par l'Association des anciens étudiants et stagiaires de Varonej et de la Fédération de Russie au Mali pour son leadership, son élégance et sa maitrise du débat... c'était hier samedi au Memorial Modibo Keita lors d une conférence débats organisée par ladite association et animé par le grand nutritionniste Dr Barry...



- Mamadou Sanogo

#Rentréescolaire 2026-2027

La rentrée scolaire 2026-2027 est fixée au jeudi 1er octobre 2026 sur toute l'étendue du territoire national du Mali.

- Kadidia Fofana Officiel

Le verdict de l'injustice est tombé, sans surprise aucune : Ras Bath et Rose Bath ont été condamnés à 10 ans de prison, dont 3 ans avec sursis.

RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Gendarmerie nationale : 20 femmes officiers renforcent leurs capacités en leadership



L'École de la Gendarmerie nationale de Faladiè a abrité, le vendredi 14 août 2026, la cérémonie de clôture d'un atelier de formation consacré au leadership féminin. Cette session, qui a réuni 20 femmes officiers, s'inscrit dans une dynamique de renforcement des compétences et de promotion du rôle des femmes au sein des forces de défense et de sécurité.

La cérémonie de clôture était présidée par le Commandant des Écoles et Centres de Formation de la Gendarmerie nationale, le Colonel Ibrahim Traoré, en présence de plusieurs responsables militaires. Elle a marqué l'aboutissement d'une formation destinée à consolider les capacités des participantes en matière de leadership et à mieux les préparer à exercer des responsabilités dans leur environnement professionnel.

À travers cet atelier, les 20 femmes officiers ont bénéficié d'un cadre leur permettant d'approfondir leurs connaissances et de renforcer leurs aptitudes à la prise de décision, à la conduite des équipes et à l'exercice du commandement. Dans une institution où la discipline, la responsabilité et la capacité d'adaptation constituent des exigences permanentes, le développement du leadership représente un levier important pour améliorer l'efficacité professionnelle.

Cette initiative traduit également la place croissante accordée aux femmes dans les forces de défense et de sécurité. Leur participation aux différentes missions de la Gendarmerie nationale contribue non seulement à diversifier les compétences disponibles, mais aussi à renforcer leur présence dans les fonctions de responsabilité.

La formation apparaît ainsi comme un instrument essentiel pour permettre aux femmes officiers d'exprimer pleinement leur potentiel et d'accéder progressivement à des postes de commandement.

La présence de plusieurs responsables militaires à la cérémonie témoigne de l'importance accordée à cette démarche. En renforçant les compétences de ses personnels féminins, la Gendarmerie nationale poursuit ses efforts de professionnalisation de ses effectifs.

Au-delà des 20 bénéficiaires, cette session constitue un signal encourageant en faveur d'une meilleure valorisation des compétences féminines au sein de l'institution. Elle ouvre également la voie à la multiplication d'initiatives similaires afin que davantage de femmes puissent contribuer, à tous les niveaux de responsabilité, à l'accomplissement des missions de sécurité et de protection des populations.

Moussa Diarra

Guinée : Acquitté dans le procès du 28-Septembre, Bienvenu Lamah nommé à un haut poste de la Gendarmerie



Après plusieurs années de procédure judiciaire dans l'affaire du massacre du 28 septembre 2009 au stade de Conakry, Bienvenu Lamah retrouve de hautes responsabilités au sein

de la Gendarmerie nationale guinéenne. Acquitté des charges qui pesaient contre lui, l'officier vient d'être nommé inspecteur technique de la Gendarmerie nationale par décret.

La carrière de Bienvenu Lamah connaît un nouveau tournant. Poursuivi dans le cadre du procès relatif aux violences du 28 septembre 2009, il avait été accusé de complicité de meurtres, viols, enlèvements et d'autres crimes liés aux événements survenus au stade de Conakry.

Après une longue procédure judiciaire, la justice guinéenne a finalement prononcé son acquittement. Sa sortie de prison a ainsi ouvert la voie à son retour dans les rangs de la Gendarmerie nationale.

Selon un décret rendu public, Bienvenu Lamah, présenté désormais avec le grade de général de brigade, est nommé inspecteur technique de la Gendarmerie nationale. Une fonction qui le replace à un niveau important de responsabilité au sein de l'appareil sécuritaire guinéen.

Cette nomination ne devrait toutefois pas passer inaperçue au regard du poids historique et politique du dossier du 28-Septembre. Les violences perpétrées lors du rassemblement de l'opposition au stade de Conakry constituent en effet l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire récente de la Guinée et ont donné lieu à un procès particulièrement suivi.

Pour Bienvenu Lamah, l'acquittement met juridiquement fin aux accusations retenues contre lui dans cette procédure. Sa nomination apparaît désormais comme une nouvelle étape de son parcours professionnel après plusieurs années marquées par la détention et les audiences judiciaires.

En lui confiant la fonction d'inspecteur technique, les autorités guinéennes actent ainsi son retour au premier plan de la Gendarmerie nationale.

Cette évolution intervient néanmoins dans un environnement où les questions de justice, de mémoire des victimes et de responsabilité autour des événements du 28 septembre 2009 restent particulièrement sensibles au sein de l'opinion publique guinéenne.

Arouna Sidibé

Sénégal : Polémique autour de la « caisse noire » de 1,77 milliard de FCFA attribuée à Ousmane Sonko



Au Sénégal, une nouvelle polémique politique vise Ousmane Sonko autour de la gestion présumée des fonds secrets et spéciaux lorsqu'il occupait les fonctions de Premier ministre. Ses détracteurs l'accusent d'avoir largement épuisé une enveloppe de 1,77 milliard de FCFA, alors même que l'Assemblée nationale s'apprête à examiner un texte destiné à mieux encadrer ces fonds. Des accusations qui, à ce stade, doivent être distinguées de faits officiellement établis.

La question de la « caisse noire » revient au centre du débat politique sénégalais. Ousmane Sonko est accusé par certains de ses adversaires d'avoir utilisé l'essentiel d'une enveloppe de 1,77 milliard de FCFA mise à sa disposition lorsqu'il dirigeait la Primature.

Selon les affirmations relayées par ses détracteurs, seulement 50 millions de FCFA auraient été laissés à son successeur. Le chroniqueur Badara Ga-

diaga figure notamment parmi les voix qui mettent en cause l'actuel président de l'Assemblée nationale sur cette question.

Ces accusations alimentent d'autant plus la controverse que la représentation nationale doit se pencher sur un projet de loi visant à encadrer davantage les fonds secrets et spéciaux. Pour les critiques de Sonko, il existerait une contradiction entre sa gestion présumée de ces ressources à la Primature et sa volonté actuelle de participer à leur réforme.

Toutefois, les montants avancés et les accusations formulées dans le débat public nécessitent d'être étayés par des documents officiels ou des éléments comptables permettant d'établir précisément les sommes effectivement dépensées, leur cadre d'utilisation et le reliquat transmis.

Au-delà du cas Sonko, la controverse relance surtout le débat sur la transparence des fonds spéciaux au Sénégal. Longtemps entourées de confidentialité en raison de leur nature, ces ressources font désormais l'objet d'une demande accrue de contrôle et de clarification.

L'examen du nouveau dispositif législatif pourrait ainsi constituer une étape importante pour définir les mécanismes de gestion, de contrôle et de reddition des comptes applicables à ces fonds, tout en tenant compte des impératifs de confidentialité liés à certaines dépenses de l'État.

Arouna Sidibé

Base 100 : Le Général Élisée Jean Dao en visite d'autorité à l'État-Major de l'Armée de l'Air

Le Chef d'État-Major Général des Armées, le Général de Division Élisée Jean Dao, a effectué, le jeudi 13 août 2026, une visite d'autorité à l'État-Major de l'Armée de l'Air, situé à la Base 100. Accompagné de plusieurs hauts responsables militaires, le chef militaire est allé au contact de cette composante stratégique des Forces armées maliennes (FAMa).

Cette visite du Général de Division Élisée Jean Dao à la Base 100 intervient dans le cadre de l'exercice de ses responsabilités à la tête de l'État-Major Général des Armées. Pour ce déplacement, il était notamment accompagné du Sous-chef d'État-Major chargé des Opérations, le Général de Brigade Massaoulé Samaké, ainsi que de plusieurs autres responsables militaires.

La présence de cette importante délégation à l'État-Major de l'Armée de l'Air témoigne de l'attention accordée à cette composante des Forces armées maliennes, particulièrement sollicitée dans le contexte sécuritaire actuel.

En effet, l'Armée de l'Air occupe une place importante dans le dispositif opérationnel des FAMa. Ses moyens permettent notamment d'appuyer les opérations terrestres, d'assurer des missions de surveillance et de reconnaissance et de contribuer à la mobilité des forces engagées sur les différents théâtres d'opérations.

La visite d'autorité constitue également un cadre privilégié permettant au commandement militaire de s'imprégner des réalités des différentes structures placées sous sa responsabilité et de maintenir un contact direct avec leurs responsables.

Dans un contexte marqué par la poursuite des opérations de sécurisation du territoire national, la coordination entre les différentes composantes des Forces armées demeure un enjeu majeur.

Cette visite à la Base 100 s'inscrit ainsi dans une dynamique de suivi du dispositif militaire et de renforcement de la cohésion au sein des forces. Elle intervient alors que les autorités militaires poursuivent leurs efforts pour renforcer les capacités opérationnelles des FAMa et adapter leur dispositif aux défis sécuritaires auxquels le Mali reste confronté.

Fatou Sissoko


RMÉE DE L'AIR
Image DIRPA
UNE FOI
PLUS F

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Mali : Le CICR facilite l'évacuation médicale de six blessés de Kidal vers Gao



Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a facilité, dimanche 16 août 2026, le transfert médical de six personnes blessées du Centre de santé de référence (CSREF) de Kidal vers l'hôpital de Gao. Menée après l'obtention de garanties de sécurité auprès de toutes les parties au conflit, l'opération illustre le rôle d'intermédiaire neutre revendiqué par l'organisation humanitaire dans un contexte sécuritaire particulièrement complexe.

L'accès aux soins demeure un enjeu majeur dans les régions maliennes affectées par les conflits. C'est dans ce contexte que le Comité international de la Croix-Rouge est intervenu pour permettre à six blessés se trouvant à Kidal de rejoindre une structure médicale disposant des capacités nécessaires à la poursuite de leur prise en charge.

Selon le CICR, le transfert a été effectué en toute transparence et rendu possible grâce aux garanties de sécurité obtenues auprès des différentes parties au conflit. Cette démarche est au cœur du mode d'intervention de l'organisation, qui fonde son action sur les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

« Notre rôle d'intermédiaire neutre constitue un aspect fondamental de notre mandat », explique Nicolas Lambert, chef de la délégation du CICR au Mali. Il précise que les équipes de l'organisation ont pu transférer avec succès les blessés vers une institution médicale appropriée afin qu'ils puissent recevoir les soins complémentaires nécessaires à leur rétablissement et, à terme, retrouver leurs familles.

Près de 70 000 personnes prises en charge

Au-delà de cette opération ponctuelle, le CICR poursuit son appui au système sanitaire dans plusieurs régions du Mali. « Pour le CICR, il est essentiel de garantir que les blessés et les malades se trouvant dans les zones affectées par les conflits aient accès aux soins médicaux nécessaires », souligne Nicolas Lambert.

Avec l'accord des autorités sanitaires et conformément à son mandat, l'organisation soutient actuellement une vingtaine de Centres de santé communautaire (CSCOM),



les hôpitaux de Gao et de Mopti ainsi que plusieurs Centres de santé de référence.

Cet accompagnement se traduit notamment par l'approvisionnement des structures en produits médicaux essentiels, mais également par un soutien technique et financier apporté au personnel sanitaire.

L'impact de cet appui est significatif. Entre janvier et juin 2026, près de 70 000 personnes ont été prises en charge dans les différentes structures du ministère de la Santé soutenues par le CICR.

L'organisation rappelle par ailleurs les obligations imposées par le droit international humanitaire (DIH). Selon ces règles, les personnes blessées ou détenues doivent être traitées avec humanité en toutes circonstances. Lors d'un transfert, toutes les mesures nécessaires doivent également être prises pour préserver leur sécurité et leur dignité.

Dans un environnement où l'accès humanitaire peut être particulièrement délicat, le CICR entend préserver son dialogue avec l'ensemble des acteurs. L'organisation réitère ainsi son engagement à maintenir des échanges « bilatéraux, confidentiels et constructifs » avec toutes les parties au conflit.

Cette approche doit lui permettre de continuer à exercer son rôle d'intermédiaire neutre et d'intervenir, pour des raisons strictement humanitaires, auprès des personnes les plus vulnérables et des populations directement affectées par le conflit au Mali.

Karamoko B Keita

Ségou : La CANAM et l'INPS renforcent leur collaboration au bénéfice des assurés



Le Chef du Bureau régional de la Caisse nationale d'assurance maladie (CANAM) de Ségou, Dr Issa Diarra, a effectué, le jeudi 13 août 2026, une visite de courtoisie à la Direction régionale de l'Institut national de prévoyance sociale (INPS). Cette rencontre avec le Directeur régional de l'INPS, Abdoul Aziz Diakité, a permis aux deux structures de faire le point sur leur collaboration et d'examiner les pistes susceptibles d'améliorer davantage la prise en charge des assurés.

La coopération entre la CANAM et ses Organismes gestionnaires délégués (OGD) constitue un maillon essentiel dans le fonctionnement du dispositif d'assurance maladie. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la visite effectuée par Dr Issa Diarra auprès de la Direction régionale de l'INPS à Ségou.

À son arrivée, le Chef du Bureau régional de la CANAM a été reçu par le Directeur régional de l'INPS, Abdoul Aziz Diakité, entouré de plusieurs responsables de la structure. Au-delà de son caractère courtois, la rencontre a constitué un cadre d'échanges sur les relations professionnelles entre les deux institutions.

Les discussions ont notamment porté sur la qualité de la collaboration existante entre la CANAM et l'INPS ainsi que sur les actions à renforcer pour parvenir à une meilleure coordination des interventions en faveur des assurés.

En sa qualité d'Organisme ges-



tionnaire délégué de la CANAM, l'INPS occupe une place importante dans la mise en œuvre du dispositif d'assurance maladie. Une collaboration régulière entre les deux structures apparaît ainsi indispensable pour assurer la fluidité des procédures et améliorer la qualité des services rendus aux bénéficiaires.

La rencontre de Ségou a également permis aux responsables d'insister sur la nécessité de maintenir un dialogue permanent entre les différents acteurs impliqués dans la gestion de l'assurance maladie. Une meilleure circulation de l'information et une coordination accrue peuvent notamment contribuer à résoudre plus rapidement les difficultés rencontrées dans la prise en charge des assurés.

Dans un secteur où la qualité du service rendu aux populations constitue une priorité, le rapprochement entre les structures opérationnelles permet également d'identifier les éventuelles insuffisances et de rechercher des solutions adaptées aux réalités locales.

Cette visite traduit ainsi la volonté du Bureau régional de la CANAM de maintenir un contact régulier avec ses partenaires et de suivre de près le fonctionnement du dispositif au niveau régional. Elle témoigne également de la disponibilité de la Direction régionale de l'INPS à poursuivre et approfondir cette coopération.

À travers cette démarche, la CANAM et l'INPS réaffirment leur ambition commune : placer les assurés au centre de leurs interventions et contribuer à l'amélioration continue de leur prise en charge.

Le renforcement de cette collaboration à Ségou devrait ainsi favoriser une meilleure articulation entre les deux institutions et consolider les mécanismes de gestion de l'assurance maladie au niveau régional. Une coopération institutionnelle qui, au-delà des structures elles-mêmes, vise avant tout à garantir aux bénéficiaires un service plus efficace, accessible et coordonné.

Karamoko B Keita

Réconciliation nationale : Ty Chérie appelle Assimi Goïta à la grâce, au retour des exilés et au dialogue



Dans une lettre ouverte adressée au Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, Ty Chérie, présidente du Front pour la Paix au Mali, plaide pour une politique d'apaisement fondée sur la grâce de certains détenus, le retour des Maliens en exil et l'ouverture d'un dialogue national inclusif. Elle estime que les récents gestes de clémence et les libérations obtenues par le dialogue pourraient servir de point de départ à une dynamique plus large de réconciliation nationale.

La présidente du Front pour la Paix au Mali, Ty Chérie, interpelle directement le chef de l'État sur la nécessité, selon elle, d'ouvrir une nouvelle séquence politique marquée par l'apaisement. Son appel intervient notamment à la suite de la grâce accordée à Yan Vézillier, qu'elle présente comme un geste susceptible d'encourager d'autres mesures de clémence.

Dans sa lettre, Ty Chérie demande ainsi au Président Assimi Goïta d'envisager, « dans le respect des lois et des procédures », des mesures en faveur des militaires et des personnes détenues pour des faits à caractère politique qui pourraient légalement en bénéficier.

Pour la responsable du Front pour la Paix au Mali, les crises successives ont profondément divisé la



société malienne. Face à ces fractures, elle considère que la réponse ne saurait être exclusivement sécuritaire. « La paix ne se construit pas uniquement par la force », soutient-elle, mettant en avant la justice, le pardon, l'écoute et le dialogue comme instruments complémentaires de réconciliation.

Ty Chérie cite également la libération de 83 personnes, dont 82 soldats maliens et un combattant du FLA, comme illustration des résultats que peut produire la négociation. Elle estime que cet épisode devrait encourager les acteurs maliens à privilégier davantage les mécanismes de dialogue lorsque les circonstances le permettent.

« Le dialogue n'est pas une faiblesse de l'État. Le dialogue est le début de la solution », affirme-t-elle, tout en précisant que cette démarche ne doit signifier ni renoncement à l'autorité de l'État, ni abandon de la justice.

Un plaidoyer pour le retour de Mahmoud Dicko

Autre point majeur de la lettre : le retour des Maliens vivant en exil. Ty Chérie évoque particulièrement le cas de l'Imam Mahmoud Dicko, dont elle souligne l'influence religieuse et sociale auprès d'une partie de la population.

Selon elle, un éventuel retour de l'ancien président du Haut Conseil islamique, organisé dans le respect de la loi, de la sécurité et de la dignité de chacun, pourrait participer à l'apaisement. Elle envisage notamment pour lui un rôle de médiation, aux côtés d'autres personnalités religieuses, politiques, sociales et communautaires, sans se substituer aux institutions républicaines.

La présidente du Front pour la Paix souhaite que cette possibilité soit également examinée pour d'autres Maliens en exil désireux de rentrer au pays.

Au cœur de son plaidoyer se trouve une conviction : « Le Mali a besoin de tous ses enfants ». Ty Chérie invite donc les autorités de la Transition à examiner les possibilités légales de libération, de grâce et de retour des exilés, mais surtout à créer les conditions d'un dialogue national véritablement inclusif.

Présentée comme une « contribution citoyenne à la recherche de la paix », cette lettre ouverte appelle finalement le pouvoir à transformer les gestes ponctuels d'apaisement en une politique plus globale de réconciliation, dans un Mali toujours confronté à d'importantes fractures politiques, sociales et sécuritaires.

Arouna Sidibé

Semaine nationale de la Jeunesse : Les jeunes au cœur de la construction de la paix au Mali



La Semaine nationale de la Jeunesse a offert, vendredi 14 août 2026 au Palais des Pionniers de Bamako, un cadre de réflexion sur la contribution des jeunes à la construction de la paix et au renforcement de la cohésion nationale. À travers une édition spéciale du Café CNJ-Mali consacrée au thème « L'implication des jeunes dans le processus de paix et de cohésion nationale », l'accent a été mis sur la nécessité de faire de la jeunesse une véritable actrice des solutions aux défis auxquels le Mali est confronté.

Dans un pays où les jeunes constituent une part importante de la population, leur implication dans la recherche de la paix apparaît comme une nécessité. Ils ne peuvent plus être considérés uniquement comme les bénéficiaires des politiques de réconciliation : ils doivent également participer à leur conception et à leur mise en œuvre.

C'est tout le sens de cette rencontre organisée dans le cadre de la Semaine nationale de la Jeunesse. Elle a réuni les jeunes autour des questions de paix, de cohésion sociale, de citoyenneté et de participation à la construction nationale.

Le Ministre d'État, ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le Général de Corps d'Armée Ismaël Wagué, ainsi que le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, ont pris part aux échanges.

Mais au-delà de la présence des autorités, l'enjeu central était surtout de donner la parole aux jeunes et de créer un espace d'écoute et de dialogue autour de leur responsabilité dans la consolidation de la paix.

De bénéficiaires à acteurs de la paix

Face aux crises sécuritaires et aux fractures sociales que connaît le



Mali, la jeunesse dispose d'un rôle déterminant à jouer. Dans les quartiers, les villages, les universités, les associations et les organisations communautaires, les jeunes peuvent devenir des relais du dialogue et de la prévention des conflits.

Leur contribution peut notamment passer par la lutte contre les discours de haine, la désinformation et les messages susceptibles d'alimenter les tensions entre communautés. Sur les réseaux sociaux, où ils sont particulièrement présents, leur responsabilité est également importante dans la promotion de messages favorisant la tolérance, le respect et le vivre-ensemble.

Les jeunes peuvent aussi participer aux mécanismes locaux de médiation, aux initiatives citoyennes et aux actions de rapprochement entre populations. Leur connaissance des réalités de leurs communautés peut permettre d'identifier certaines tensions avant qu'elles ne dégénèrent.

Cette implication suppose cependant que des espaces leur soient véritablement ouverts. Écouter la jeunesse signifie lui permettre d'exprimer ses préoccupations, mais également prendre en considération ses propositions dans les politiques publiques de paix et de réconciliation.

Le Café CNJ-Mali apparaît ainsi comme un cadre permettant de rapprocher les jeunes des institutions et de favoriser une culture du dialogue.

La construction d'une paix durable ne relève donc pas seulement des autorités, des forces de défense ou des responsables communautaires. Elle nécessite une mobilisation collective dans laquelle la jeunesse doit occuper une place centrale.

En plaçant son implication au cœur des discussions, cette édition spéciale rappelle une évidence : la jeunesse malienne ne doit pas seulement hériter de la paix de demain ; elle doit participer à sa construction dès aujourd'hui.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Mopti : Une quinzaine de femmes périssent dans le naufrage d'une pirogue



Un tragique naufrage s'est produit jeudi sur le trajet fluvial reliant Mopti à Pouthie, dans la commune rurale de Socoura, cercle de Mopti. Selon les premières informations recueillies auprès de sources locales, le drame aurait coûté la vie à une quinzaine de personnes, toutes des femmes, tandis que deux autres seraient toujours portées disparues. Les recherches se poursuivent et le bilan reste provisoire.

La région de Mopti est endeuillée par un grave accident de navigation. Une pirogue transportant principalement des femmes foraines a fait naufrage alors qu'elle assurait la liaison entre la ville de Mopti et la localité de Pouthie.

Selon des sources locales, les passagères avaient quitté Mopti pour rejoindre Pouthie lorsque, pour des raisons qui restent encore à déterminer, leur embarcation aurait sombré.

Les premières informations disponibles font état d'un lourd bilan humain. Environ 15 femmes auraient perdu la vie, tandis que deux personnes seraient toujours portées disparues.

Des opérations de recherche et de récupération des corps ont été engagées et se poursuivent. Les efforts sont notamment concentrés sur la localisation des personnes signalées disparues.

À ce stade, les circonstances exactes du naufrage ne sont pas encore connues. Aucun élément officiel ne permet notamment de déterminer si l'accident est lié aux conditions de navigation, à l'état de l'embarcation, à une éventuelle surcharge ou à un autre facteur. Une clarification des circonstances sera nécessaire pour établir les causes précises de la tragédie.

Ce drame met une nouvelle fois en lumière les risques liés aux déplacements par voie fluviale dans une région où les pirogues constituent un moyen de transport essentiel pour de nombreuses populations, notamment pour les commerçants et les habitants des localités riveraines.

L'émotion est d'autant plus forte que les victimes seraient toutes des femmes qui effectuaient un déplacement lié à leurs activités commerciales.

Le bilan communiqué par les sources locales demeure toutefois provisoire. Il pourrait évoluer en fonction des résultats des recherches en cours et des informations qui seront communiquées par les autorités compétentes.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Sénégal : Diomaye, Sonko, Amadou Ba... la bataille politique de 2029 se prépare-t-elle déjà ?



À trois ans de la présidentielle de 2029, la recomposition du paysage politique sénégalais alimente déjà les projections. Entre le pôle présidentiel de Bassirou Diomaye Faye, la force militante incarnée par Ousmane Sonko, les ambitions potentielles d'Amadou Ba et le poids persistant de l'APR et du PDS, la prochaine présidentielle pourrait se jouer bien avant l'ouverture officielle de la campagne.

La nouvelle configuration politique née de la rupture entre Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko pourrait profondément modifier les rapports de force. Avec Kiiraay – Les Patriotes Républicains, le camp présidentiel chercherait désormais à structurer une force capable d'accompagner l'action du chef de l'État, mais aussi, potentiellement, de préparer les prochaines échéances électorales.

Face à lui, Ousmane Sonko conserve un atout majeur : Pastef et sa forte capacité de mobilisation. Libéré des contraintes gouvernementales, l'ancien Premier ministre pourrait retrouver une posture offensive et tenter de rassembler autour de lui ceux qui souhaitent préserver l'esprit de « rupture » ayant porté l'alternance de 2024.

Le positionnement futur de personnalités comme Déthié Fall, Moustapha Mamba Guirassy ou Cheikh Tidiane Dièye sera, dans cette perspective, particulièrement observé.

Mais réduire 2029 à un duel Diomaye-Sonko serait prématuré. Amadou Ba pourrait constituer un troisième pôle. Ancien Premier ministre et candidat à la présidentielle de 2024, il dispose d'une expérience de l'État et de réseaux susceptibles de lui permettre de construire une offre politique distincte.

À cela s'ajoutent deux inconnues : l'avenir de l'APR et celui du PDS. Macky Sall pourrait conserver une capacité d'influence sur son ancien camp, tandis que Karim Wade demeure une carte importante pour la formation libérale.

Dès lors, les futurs remaniements, alliances et ruptures devront être lus au-delà du seul partage des responsabilités.

La campagne présidentielle de 2029 n'est certes pas officiellement ouverte. Mais dans les états-majors, la bataille des réseaux, des coalitions et des machines électorales pourrait, elle, avoir déjà commencé.

Aruna Sidibé

Algérie : Un réseau présumé de blanchiment démantelé, 14 suspects arrêtés à Oran







La police algérienne affirme avoir démantelé à Oran un important réseau criminel transnational soupçonné de blanchiment d'argent et de fraude fiscale. Quatorze personnes ont été interpellées dans cette affaire impliquant 33 sociétés présumées fictives et des mouvements financiers estimés à 73,8 milliards de dinars algériens. La valeur globale des biens et avoirs saisis dépasserait 62 milliards de centimes.

L'opération, menée par le Service régional de lutte contre la criminalité organisée, a permis de mettre au jour un mécanisme financier complexe qui aurait servi à donner une apparence légale à des fonds d'origine suspecte.

Selon les éléments communiqués par la police, le réseau présumé s'appuyait sur 33 sociétés fictives, disposant notamment de comptes bancaires, de chéquiers et de documents administratifs. Lors des perquisitions, les enquêteurs ont découvert 82 cachets officiels ainsi qu'un important nombre de chéquiers.

L'analyse des comptes concernés aurait révélé des liquidations en espèces dépassant 7 380 milliards de centimes, soit 73,8 milliards de dinars. L'enquête aurait par ailleurs conduit les policiers dans plusieurs wilayas algériennes et comporterait des ramifications à l'étranger.

Les saisies sont également importantes. Elles comprennent 29 biens immobiliers estimés à plus de 26 milliards de centimes, des comptes bancaires crédités de plus de 20 milliards de centimes et 2 155 euros, ainsi que deux machines industrielles évaluées à plus de 10 milliards de centimes.

Onze véhicules ont également été saisis. Les policiers indiquent avoir récupéré 148 millions de centimes et 1 555 euros en espèces.

Les 14 suspects ont été présentés devant le parquet près le tribunal de Fellaoucene, à Oran. Ils sont notamment poursuivis pour constitution d'une organisation criminelle transnationale, blanchiment d'argent et fraude fiscale.

À ce stade, l'identité des personnes mises en cause et celle des sociétés concernées n'ont pas été divulguées. Il appartiendra désormais à la justice d'établir les responsabilités individuelles et de déterminer l'étendue exacte des éventuelles ramifications internationales de cette affaire.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

FEMAFOOT : Après 100 jours, Baba Cissé veut restaurer la confiance et assainir la gestion



Cent jours après l'installation du nouveau Comité exécutif de la Fédération malienne de football (FEMAFOOT), son président, Mahazou dit Baba Cissé, dresse un premier bilan marqué par des réformes administratives, mais aussi par d'importantes difficultés financières. Dans son rapport de juillet 2026, il affiche l'ambition de « restaurer la confiance, professionnaliser la gestion et bâtir les fondations des succès futurs du football malien ».

Pour le président de la FEMAFOOT, les premiers mois du mandat ont essentiellement été consacrés aux urgences, au diagnostic de la situation et à la mise en place des premières réformes.

L'administration figure parmi les priorités. La Fédération a notamment finalisé le recrutement de son Secrétaire général et engagé celui d'un Directeur des Ressources humaines. L'objectif affiché est de disposer d'une administration compétente, organisée et capable d'assurer la continuité institutionnelle.

Mais le nouveau Comité exécutif doit également faire face à une situation financière délicate. Selon Baba Cissé, la deuxième tranche de la subvention annuelle de la FIFA, d'un montant de 600 000 dollars, attendue depuis le 1er juillet, demeure bloquée en raison de la non-production des états financiers 2025 accompagnés du rapport d'audit statutaire.

En janvier, 130 000 dollars avaient déjà été retenus sur une enveloppe de 950 000 dollars, en raison de litiges encore pendants. Des difficultés qui affectent directement les ressources disponibles pour le fonctionnement et le développement du football national.

Face à cette situation, la FEMAFOOT entend poursuivre les audits ainsi que les réformes administratives et financières afin d'éviter la répétition de telles insuffisances.

Le Comité exécutif veut parallèlement renforcer le dialogue avec les Ligues régionales, professionnaliser les sélections nationales et développer davantage le football des jeunes et le football féminin.

Les relations avec les instances internationales figurent également parmi les priorités, avec notamment l'accueil à Bamako d'une mission d'induction de la FIFA.

Après les cent premiers jours consacrés à l'installation et au diagnostic, Baba Cissé annonce désormais une nouvelle phase : celle de « l'exécution, de la rigueur et des résultats », avec pour ambition de transformer durablement la FEMAFOOT et de laisser un héritage solide au football malien.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com